

Salauds de pauvres

Christophe Ramaux

Politis, 10 octobre 2013

La France compte officiellement 3,5 millions de chômeurs. Et plus de 5 millions si on ajoute ceux qui ne sont pas comptabilisés : les demandeurs d'emplois qui ont une activité réduite de moins (650 000) ou de plus de 78 heures (900 000), ceux qui sont en stage ou malades (260 000), ceux qui ne sont pas inscrits à Pôle Emploi...

Le libéralisme est clairement responsable. L'austérité salariale et budgétaire en déprimant la demande, déprime l'activité et donc l'emploi. Mais les libéraux, ce n'est pas nouveau, osent tout. Dans leur besace de rengaines, la plus fétide est celle de l'assistanat.

Le RSA ne coûte que 10 milliards à la société, soit 0,5 % du PIB. Il y a pourtant 2,2 millions de foyers qui le perçoivent, soit 4,7 millions de personnes (7 % de la population).

Le gouvernement envisage timidement de permettre à certains jeunes en grande précarité d'y avoir accès sous la forme d'une « garantie jeune ». Les libéraux crient à la chienlit, Laurent Wauquiez en tête¹. Les études montrent pourtant que les effets désincitatifs du RSA dans l'accès à l'emploi sont très faibles, notamment pour les jeunes. On observe, par exemple, aucune baisse significative du taux d'emploi pour ceux qui passent le seuil des 25 ans requis pour accéder au RSA². On estime en outre qu'un tiers des bénéficiaires potentiels du RSA socle ne le demandent pas et ce chiffre monte aux deux tiers pour le RSA activité.

Autre argument dans la besace des libéraux : les emplois vacants qui attesteraient que les chômeurs ne sont que faux chômeurs. Un récent rapport du Conseil d'Orientation de l'Emploi porte sur ce sujet³. A le lire, une conclusion s'impose : quelle que soit la mesure retenue (et le flou est complet en l'espèce prêtant à toutes les manipulations), le nombre d'emplois vacants est sans commune mesure avec celui des chômeurs. C'est bien avant tout le manque d'emplois qui explique le chômage.

Dans certains secteurs limités, les difficultés de recrutement sont certes réelles. Mais pourquoi ? Parmi les explications, on peut en avancer une : on paie ici le mépris généralisé à l'égard du travail, fruit de la greffe du libéralisme sur l'élitisme aristocratique (dit improprement républicain). En France, en caricaturant à peine, « on est rien » si on est jeune sans le bac S et si l'on n'est pas cadre ensuite. Or seuls 18 % des jeunes ont le bac S. Les ouvriers et employés représentent encore la moitié des emplois. Si on ajoute les professions intermédiaires (25 % avec les infirmières, professeurs des écoles, techniciens etc.) on atteint les trois quarts des emplois. Les cadres demeurent une petite minorité : 16 %⁴. On est donc loin, très loin, de la société en sablier, avec des couches supérieures d'un côté, des exclus, de l'autre, et entre les deux des classes populaires en voie d'extinction. Mais cette image fonctionne néanmoins, y compris au sein des classes populaires elles-mêmes. La société invisibilise ainsi, méprise la majorité de ses membres. Les jeunes se détournent de certains métiers ? Mais à qui la faute ? Et pourquoi ne pas revaloriser véritablement ces métiers ? Les 20 milliards du CICE jetés en aveugle par la fenêtre montrent que les moyens existent.

¹ Il s'était déjà illustré en mai 2011 en proclamant que l'assistanat était le « cancer de la société ».

² Cf. l'étude de l'Insee de Olivier Bargain et Augustin Vicard « Le RMI, puis le RSA découragent-ils certains jeunes de travailler ? », Insee Analyses, n°6, 4 p., septembre 2012.

³ Rapport du Conseil d'Orientation de l'Emploi, *Emploi durablement vacants et difficultés de recrutement*, 30 septembre 2013.

⁴ Et les cadres sont loin d'être tous des cadres dirigeants : les professeurs du secondaire, par exemple, sont classés dans cette catégorie.